

Los efectos de la adhesión de España para el comercio entre los Estados miembros y la nueva Comunidad (17 noviembre 1978)

Source: Secretaría de Estado para la Unión Europea, Madrid, 1016.1. III. ESP 8c), 17.11.1978.

Copyright: (c) Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación de España

URL:

http://www.cvce.eu/obj/los_efectos_de_la_adhesion_de_espana_para_el_comercio_entre_los_estados_miembros_y_la_nueva_comunidad_17_noviembre_1978-fr-08e6079d-d70d-4bf4-af62-350fe81a4fc2.html

Date de dernière mise à jour: 20/02/2014

11.180

~~3221-2-11~~

1016. I. III. ESP

8 (E)

"Les effets de l'adhésion de l'Espagne sur le
commerce entre les Etats Membres de la Nouvelle
Communauté"

Congrès EUPOFRUIT

17-XI-1978

Exposé de Mr. Daniel de
Busturia

X

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,

La Communauté à Douze n'est plus questionnable, malgré les voix de certains groupes que tout en invoquant des intérêts spécifiques de régions déterminées ne poursuivent que des objectifs politiques, loin du commerce ou de l'économie.

Il faut, donc, partir de cette réalité et s'interroger sur le quand et le comment de cet élargissement:

- pour préparer des stratégies adéquates à l'échelle des entreprises;
- pour faire en sorte que les négociations permettent trouver l'avantage de chacun dans celui de tous.

J'entends par avantage:

- . celui de la production,
- . celui du commerce,
- . celui du consommateur,
- . mais aussi l'avantage de l'économie générale que se trouvera enrichie par l'apport positif des nouveaux Etats membres, encore aujourd'hui candidats.

Il faudrait, en effet, commencer à concevoir l'élargissement en tant que facteur de progrès vers l'Union Européenne et vers la définition d'un nouvel ordre économique interne, basé sur la répartition équilibrée des charges et sur le réalisme économique des possibilités les meilleures de chacun pour l'approvisionnement de tous.

Etant donné que des représentants d'autres pays candidats prendront également la parole, je m'en voudrais de parler en leur

nom et je me bornerais, donc, à l'analyse exclusive de la question espagnole. Mais, auparavant, j'adresse mes plus vives félicitations, à vous Mr. le Président, à vous Mrs. les organisateurs à vous Mrs. les congressistes, d'avoir mis sur pied un colloque si important, à un moment aussi opportun. Cela est le plus parfait témoignage de la vision à long terme et du souci du futur dont le commerce, que vous représentez, a toujours fait preuve.

Je vous suis, aussi, particulièrement reconnaissant de m'avoir invité à participer à cette Assemblée.

Le sujet que vous m'avez confié est celui des effets que l'adhésion de l'Espagne à la Communauté pourrait avoir sur le commerce intérieur de la Nouvelle Communauté avec l'Espagne. Nous pourrions aborder ce sujet sous un angle très générale du commerce dans son ensemble -industriel et agricole- mais étant donné le caractère spécifiquement agricole de cette Assemblée, je m'attacherais aux aspects des échanges et de la production agricoles.

Pour que nous puissions mesurer les effets il nous faut, d'abord, faire le point sur l'état actuel des conversations et tracer les lignes des perspectives et des expectatives. Il nous faudra, ensuite, partant de la situation présente, regarder l'avenir.

I. L'état actuel de la situation et les perspectives

I.1. L'état actuel

Le 28 juillet 1977, le Gouvernement espagnol a présenté la demande formelle d'adhésion de l'Espagne aux Communautés.

Le 20 septembre 1977, le Conseil des Ministres de la Communauté a mis en marche la procédure d'adhésion, invitant la Commission Européenne à lui présenter un avis sur les différents aspects de la candidature espagnole.

Ayant reçu ce mandat, la Commission a travaillé sur une double voie.

La première a consisté à élaborer et présenter une vision d'ensemble sur l'élargissement à Douze. Dans ce document, transmis au Conseil le mois d'avril dernier, la Commission a étudié les principaux aspects du fonctionnement d'une Communauté à Douze et elle a présenté les lignes essentielles des questions concrètes posées par l'élargissement, telles que la participation aux Institutions, questions budgétaires, adaptation aux politiques communes, conséquences agricoles et période de transition.

La deuxième voie suivie par la Commission a consisté à cerner de près la réalité économique espagnole pour rédiger l'Avis. A ce propos, dès le mois de mars 1978, la Commission avait transmis à l'Administration espagnole une série de questionnaires. A la fin du mois de mai, le Ministre pour les Relations avec les Communautés Européennes, Mr. Leopoldo Calvo Sotelo, a remis à la Commission quelques 10.000 pages en réponse aux questions qui lui avaient été adressées.

Partant de la documentation reçue et en collaboration avec l'Administration espagnole, la Commission est sur le point de transmettre l'Avis au Conseil. En effet, dans le courant des quinze prochains jours, la Commission transmettra au Conseil l'Avis et, vu celui-ci, le Conseil du 19 décembre prochain devra, normalement, décider l'ouverture des négociations avec l'Espagne.

Mais les échanges commerciaux ne peuvent pas attendre les chemins nécessairement longs des procédures, et ceux-ci se poursuivent sous le couvert du cadre et des normes de l'Accord commercial préférentiel de 1970, que vous connaissez fort bien.

I.2. Les perspectives

Nous croyons que le Conseil du 19 décembre décidera l'ouverture des négociations avec l'Espagne et qu'il en fixera la date pour le courant du premier trimestre de l'année prochaine. Une décision contraire n'aurait pas de justification technique, puisque les problèmes éventuels ont été abondamment analysés déjà et qu'il s'agit, maintenant, de s'attaquer à comment les résoudre.

Ceci est la tâche essentielle de la négociation: définir les calendriers pour la mise en marche progressive de la réglementation communautaire.

Quand?

- Pas avant 1^{er} janvier 1981, pas après 1 janvier 1983.
- Calendrier prévisible des négociations.
- Se préparer en conséquence.

II. La situation présente et celle du futur

II.1. La situation du présente

- . Conditionnée par l'Accord de 1970
- . Réalité d'échanges importants.

Importations agricoles espagnoles origine CEE (1977)

‡ 5% d'importations totales = 308 Mio \$

Exportations agricoles espagnoles vers la CEE

‡ 29% du total = 1.387 Mio \$

Balance commerciale agraire espagnole (mondiale)

Déficit constant supérieur à 1 Milliard de \$.

Principales importations:

Viande

Lait

Céréales

Soja

Sucre

Tabac

Bois

Laine

Coton

Degré de Méditerranéité et pourcentage de l'export sur la production

Anejo núm. 2

GRADO DE "MEDITERRANEIDAD" DE LA PRODUCCION AGRARIA ESPANOLA

Productos "Mediterráneos"	Valor de la Producción (millones de pesetas ctes.)	
	1970	1974
Trigo duro	1.070	1.205
Arroz	2.724	4.403
Hortalizas	45.264	85.082
Flores	1.151	3.518
Vino	12.842	36.700
Tabaco	874	1.246
Aceite de oliva	14.312	30.439
Cítricos	12.204	16.334
Frutas (excepto manzana)	23.677	43.063
Carne	13.098	25.257
Leche	3.421	5.563
Lana	823	1.351
Total productos mediterráneos	131.460	254.161
Valor producción final agraria	353.825	645.728
Grado de "Mediterraneidad" (%)	37,1 %	39,3 %

FUENTE: Elaboración de datos publicados en:

- Las cuentas del Sector Agrario, núm. 1, 1975.
- Anuario de Estadística Agraria, 1975.
- La Agricultura Española en 1975.

Anejo núm. 3

ESPAÑA: PORCENTAJE EXPORTADO DE ALGUNOS PRODUCTOS HORTOFRUTICOLAS

Productos	AÑO 1974			AÑO 1975		
	Produc- ción Tm.	Expor- tación Tm.	Exp./ Prod. %	Produc- ción Tm.	Expor- tación Tm.	Exp./ Prod. %
Ajo	235.000	96	0,04	131.700	165	0,1
Alcachofa	50.000	29.889	9,8	29.000	30.916	10,5
Cebolla	862.300	149.578	17,3	859.400	148.002	17,2
Judía verde	196.400	7.798	3,9	188.600	15.208	8,1
Lechuga	439.600	5.445	1,2	418.500	7.691	1,8
Tomate	2.399.100	172.986	7,2	2.309.100	216.398	9,3
Melón	695.300	52.307	7,5	729.800	63.571	8,7
Manzana	979.300	6.540	0,7	1.023.700	4.586	0,4
Pera	481.800	24.837	5,1	405.200	14.018	3,4
Albaricoque	212.800	20.788	9,7	131.000	9.742	7,4
Melocotón	417.600	20.021	4,8	281.400	16.977	6,0

FUENTE: Elaboración de datos de:

- La Agricultura Española en 1975. Ministerio de Agricultura. Madrid.

II.2. La situation future

- Futurologie

- Series d'incertitudes:

- calendrier

- mécanismes

- réforme de la P.A.C.

- politique Méditerranéenne

- reseaux d'accords

- régimes d'échanges

Espagne - Portugal - Grèce

- D'ors et déjà dégager quelques lignes:

- assumer l'acquis

- les accords

- la politique agricole

- les règlements

- libre échange

- Mais à négocier:

- équilibre général

- 2 catégories de produits

. ceux à crainte de l'Espagne

. ceux à crainte de la Communauté

CONCLUSION

- Libre échange

- Amélioration des possibilités tempérée par:

. possibilité de production limitée. Terres non arables

. accroissement des coûts

. L'Espagne industrielle

- Par certains produits avantages, mais pas danger.

- Logique de l'intérêt général et de la complémentarité

- Politique des qualités et amélioration de la concurrence.

- Avantages pour la consommation.